

15 propositions radicales pour réformer la France

PARTAGER

Entreprendre.fr Publié le 31 mar 2015

L'économiste libérale Agnès Verdier-Molinié juge

que la France va dans le mur. La vice-présidente de l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (iFRAP) propose 15 mesures choc.

Son dernier ouvrage ne s'intitule pas "On va dans le mur" pour rien... Pour Agnès Verdier-Molinié: «Tout le monde – ou presque – est d'accord, de la gauche à la droite : l'État doit être réformé au plus vite, autour des grands axes suivants : simplification, flexibilité, baisse de la dépense publique, baisse des impôts. Et la baisse de la dépense publique est une priorité absolue.

L'empilement – des taxes, des lois, des décrets, des aides sociales, des strates administratives, des régimes de retraite, des exonérations – a produit un monstre dont la complexité et les dérives sont chaque année plus coûteuses pour les Français».

à lire aussi WonderPush, le renouveau du CRM mobile Energie solaire : le coup de pouce de Ségolène Royal Avec WikiPME, Hervé Novelli l'ex-ministre veut fédérer le lobby des PME en 2015 2015, une bonne année pour les affaires ? Arthur Lepage, le trader qui reprend des PME industrielles Robert Lafont : la France est devenue une nation d'entrepreneurs

Face à ce constat, pourquoi les pouvoirs publics ne passent-ils pas à l'action ? «En vérité, personne ne sait comment faire. Trois séries de freins existent et se nourrissent les uns les autres : l'empilement des structures et des textes produit une complexification sans précédent. Complexification qui, elle-même, multiplie les occasions d'abus et de dérives».

Pour éviter d'aller dans le mur, Agnès Verdier-Molinié propose 15 objectifs à atteindre... au plus vite :

n°1 : mener la revue des missions publiques de l'État, des régions et des communes et les répartir en supprimant les doublons ;

n°2 : finir la réforme inachevée de l'État ;

n°3 : 5.000 supercommunes en France d'ici 2025 ;

n°4 : décentraliser la gestion des enseignants au niveau local ;

n°5 : 4,5 millions d'agents maximum dans la fonction publique française d'ici 2022 ; n°6 : embaucher uniquement des contractuels dans le non-régalien à partir de 2020 ;

n°7 : recentraliser la politique sociale et organiser la baisse des dépenses de protection sociale de 33 à 30% du PIB ; n°8 : limiter le nombre de lois, de taxes et de normes ;

n°9 : un régime unique de retraite par points, un âge de départ à 65 ans en 2023 à raison de deux trimestres de plus par an (avec une part de capitalisation) ;

n°10 : santé, responsabiliser les patients et réduire les redondances d'examens ;

n°11 : flexibiliser le marché de l'emploi et donc le Code du travail ;

n°12 : mettre en place une fiscalité pro-entrepreneuriat ;

n°13 : poursuivre la réforme de la transparence de la vie publique ;

n°14 : engager une procédure de désendettement avec pour objectif à long terme de faire baisser la dette de 700 milliards ;

n°15 : grâce à tous ces objectifs, l'objectif final est d'atteindre un maximum de 52% de dépenses publiques par rapport au PIB en 2022, 50% en 2025.

TROUVER LES BONS FOURNISSEURS ÇA CHANGE TOUT

Portique Antivol Sauvegarde informatique Nettoyage des locaux Expert Comptable Nettoyage de locaux Responsabilité civile pro Standard Téléphonique Fontaine à eau Machine à café Recouvrement

NOTRE KIOSQUE



En ce moment Vendée : le mobilier made in France de Gautier
Création d'entreprise : où trouver de bonnes idées ? Oscaro.com remporte son bras de fer contre les lobbys de l'automobile
Innovation : Criteo, l'american dream d'un génie français A lire aussi 2015, une bonne année pour les affaires ? Mathieu Pigasse :
En France, on entretient la peur de l'échec PhotoBox : la pépite e-commerce devenue leader Luxe : Fauchon loin d'être fauché